

Le 11 avril 2012

Solidaire du sol à illimité.

Pour l'UNSA-ICNA, c'est une affirmation dans l'action.

L'UNSA-ICNA considère que tous les ICNA sont concernés par le plan dit « Basses Couches » de réduction du nombre d'approches, et ce quel que soit le centre de contrôle. C'est la raison pour laquelle nous avons déposé un préavis couvrant l'ensemble des organismes de contrôle. Le résultat du mouvement est sans appel : un véritable succès de mobilisation sur les 2 jours et un message clair adressé à notre administration : les ICNA ont repris la main, bien au-delà des centres directement impactés par le plan social !

Accompagner ce plan social plutôt que le combattre ?

D'aucuns annoncent que nous n'avons malheureusement pas le choix, qu'il faut négocier au mieux ce plan social... **L'UNSA-ICNA** pense au contraire qu'il est réaliste de maintenir un maillage du territoire à peu près semblable à ce qui existe aujourd'hui. C'est possible et indispensable :

- **pour des raisons opérationnelles** d'une part, à savoir rendre les services de la CA dans des espaces de tailles raisonnables et pas démesurés tels qu'envisagés par l'administration, et en particulier le service d'information de vol afin d'assurer une bonne compatibilité IFR/VFR, véritable enjeu de sécurité,
- **pour des raisons matérielles** d'autre part, au-delà de SYSAT, futur système prévu pour les tours et les approches, il s'agit d'avoir de la place pour installer de nouvelles positions de contrôle dans des centres qui seraient censés reprendre de l'espace, place qui n'existe pas aujourd'hui. Les promesses d'équipements techniques performants sont faites depuis 20 ans et pas vraiment tenues, pourquoi ne seraient-elles demain ?
- **et c'est primordial, pour des raisons sociales**, car combien d'approches, futures repreneuses, n'ont déjà pas actuellement les moyens humains de fournir les services dans les espaces dont elles ont aujourd'hui la responsabilité, responsabilité parfois rendue difficile par des classes d'espace inadéquates. La mobilisation dans ces approches montre clairement qu'elles ne sont pas dupes.

Qui peut encore croire que ce plan va améliorer le service rendu et les conditions de travail, sous prétexte de ne conserver qu'un prestataire de contrôle en France ?

La demande du retrait de ce plan "Basses Couches" est un préalable à la tenue de tout GT. Accepter de rentrer aujourd'hui dans un GT, c'est accepter le démembrement de la DSNA et du modèle ICNA. C'est accepter en particulier de gripper durablement les mutations, quoi que puissent affirmer certains. **C'est aussi accepter un virage vers le contrôle aérien privé en France**, autorisé par décret depuis 2 ans. La DSNA ne disposera pas de suffisamment de TSEEAC pour remplacer les ICNA dont les approches fermeront. Elle a d'ores et déjà annoncé sa volonté de fermer le contrôle sur une dizaine d'aérodromes, alors que la demande existe, en particulier chez les compagnies Low Cost.

Pour l'UNSA-ICNA, il est donc inconcevable de travailler à un simple accompagnement d'un plan social. Ces GT doivent être techniques, réglementaires, coordonnés avec les utilisateurs et prenant en compte un nécessaire aménagement du territoire. Ensuite, une éventuelle mise en œuvre, ciblée et comprise pourrait s'engager, prenant en compte les impacts sociaux. **Nos mandants ne veulent pas savoir COMMENT on réorganise les basses couches, ils veulent savoir POURQUOI on le fait.**

L'économique, parlons-en !

Quand l'Allemagne se permet d'augmenter son taux de redevance en route, faisant fi des demandes de la Commission Européenne, **la DGAC bon élève se permet de baisser le sien, déjà l'un des plus bas et très compétitif, et ce, malgré un budget plombé par l'endettement.** L'administration ne se cache même plus et nous annonce clairement devoir préserver les intérêts privés de nos « clients » et en premier lieu ceux d'Air France. D'autres organisations syndicales peuvent considérer qu'effectivement, nous n'avons pas le choix et qu'il faut accompagner ce plan d'économie. Mais qu'on ne s'y trompe pas, cela se

fera sur le dos des personnels de la DGAC qui n'y gagneront rien. A **l'UNSA-ICNA**, nous pensons qu'une autre stratégie est possible et nous l'avons même démontré lors du CT DGAC spécial budget de mars dernier. **Quand nos dirigeants auront le courage de bâtir un plan de performance réaliste sans hypothéquer les générations futures de personnels**, nous pourrions entrevoir une éclaircie dans le paysage social de la DGAC et probablement une autre façon de piloter des projets d'ampleur pour répondre à nos missions de service public.

FABEC : un prestataire unique qui continue de faire des ravages

Nos cadres n'ont en fait pas changé de stratégie dans la réorganisation de la DGAC, conséquence du prestataire unique pourtant officiellement enterré. A peine deux ans après un protocole 2010 calamiteux, cette quinzaine d'organismes d'approches doit être comparée avec la quinzaine de tours fédérales allemandes. Notre DSNA considère que cette comparaison est in-

correcte, nous pas. La convergence est pourtant claire... L'Allemagne dispose de 4 ACC, à quand une fermeture d'ACC en France ?

Alors que la DSNA est un prestataire parfaitement intégré et unique en France, nous constatons aujourd'hui que cela ne représente aucune garantie sociale...

L'UNSA-ICNA pense que ce n'est pas en demandant « s'il vous plait », en gageant les effectifs pour d'éventuelles revalorisations financières et encore moins en promettant une hypothétique « priorité absolue à la mutation » que nous défendrons réellement les approches ! Nous pensons qu'une maîtrise de la masse salariale sera à même de permettre la création d'emplois et donc de non seulement mettre en place et/ou maintenir de bonnes conditions de travail mais aussi d'assurer nos missions de service public sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultra marin. Encore faut-il avoir le courage ou la volonté de le faire entendre à nos donneurs d'ordre politiques. La DSNA annonçait un « faible impact sur le trafic », comme un poisson d'avril. Elle s'est une nouvelle fois clairement trompée, comme sur OPERA ou le prestataire unique.

La mobilisation des 2 et 3 avril marquera un tournant à la DGAC, qui ne peut plus ne pas écouter ses personnels et leurs représentants, en particulier **l'UNSA-ICNA**. Le plan « Basses Couches » doit être retiré, et la DGAC doit changer ses orientations budgétaires. Ce n'est pas utopique, c'est parfaitement possible.

Notre site : www.icna.fr

Nous contacter : unsa@icna.fr